

Table des matières

PARTIE I - AGENTS DE L'ÉTAT, DES COMMUNAUTÉS ET DES RÉGIONS

12 mai 1927. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'État (Mon. 14 mai 1927)	8
2 octobre 1937. – ARRÊTÉ ROYAL portant le statut des agents de l'État (Mon. 8 octobre 1937; Err. Mon. 18-19 octobre 1937)	9
7 août 1939. – ARRÊTÉ ROYAL organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État (Mon. 11 août 1939)	23
23 octobre 1945. – ARRÊTÉ DU RÉGENT relatif à l'admission du personnel enseignant dans les services administratifs (Mon. 8 novembre 1945) ..	29
23 juin 1948. – ARRÊTÉ DU RÉGENT relatif à l'examen de sous-chef de bureau (Mon. 27 juin 1948)	29
30 novembre 1950. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'État (Mon. 3 décembre 1950)	30
16 mars 1964. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'État (Mon. 25 mars 1964; Err. Mon. 7 juillet 1964)	30
1 ^{er} juin 1964. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions temporaires pour l'application des règles relatives à l'ancienneté et au classement des agents de l'État (Mon. 23 juin 1964)	31
1 ^{er} juin 1964. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la suspension des agents de l'État dans l'intérêt du service (Mon. 23 juin 1964; Err. Mon. 5 novembre 1964)	31
1 ^{er} juin 1964. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'État qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience (Mon. 23 juin 1964; Err. Mon. 5 novembre 1964)	32
24 décembre 1964. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des services publics fédéraux (Mon. 6 janvier 1965)	32
18 janvier 1965. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation générale en matière de frais de parcours (Mon. 2 février 1965)	34
26 mars 1965. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation générale des indemnités, allocations et primes quelconques accordées au personnel des services publics fédéraux (Mon. 21 avril 1965)	36
26 mars 1965. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'État ainsi qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des corps de police locale (Mon. 21 avril 1965)	36
13 avril 1965. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'intervention de l'État dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des services publics fédéraux (Mon. 7 mai 1965)	37
30 avril 1966. – ARRÊTÉ ROYAL complétant les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1 ^{er} , I, A et B de la loi du 2 avril 1965 permettant des mesures temporaires en faveur de certains agents des services publics (Mon. 17 mai 1965)	38
30 janvier 1967. – ARRÊTÉ ROYAL attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères (Mon. 9 février 1967)	38
20 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 33 fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale (Mon. 29 juillet 1967)	38
Édition 2016 (1 ^{er} août 2016) – © Bruylant	

17 septembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'État (Mon. 24 septembre 1969)	39
26 novembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL accordant des avantages à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public (Mon. 2 décembre 1969)	42
21 août 1970. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'État (Mon. 29 septembre 1970)	43
29 juin 1973. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux (Mon. 8 août 1973)	44
19 décembre 1974. – LOI organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (Mon. 24 décembre 1974)	44
5 décembre 1974. – LOI relative au paiement d'un droit d'inscription sur la liste des candidats ainsi qu'aux examens et concours organisés par le Secrétariat permanent au recrutement (Mon. 13 décembre 1974)	49
5 août 1978. – LOI de réformes économiques et budgétaires (Mon. 17 août 1978)	49
30 janvier 1979. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du royaume (Mon. 7 février 1979)	50
1 ^{er} septembre 1980. – LOI relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public (Mon. 10 septembre 1980; Err. Mon. 21 octobre 1980)	51
30 décembre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL n° 141 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public (Mon. 13 janvier 1983)	53
8 août 1983. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État (Mon. 25 août 1983)	53
30 mars 1984. – ARRÊTÉ ROYAL n° 279 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public (Mon. 6 avril 1984) ..	55
20 avril 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public (Mon. 26 avril 1984)	55
21 avril 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public (Mon. 26 avril 1984)	55
28 septembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (Mon. 20 octobre 1984; Err. Mon. 4 décembre 1984)	55
22 janvier 1985. – LOI de redressement contenant des dispositions sociales (Mon. 24 janvier 1985)	65
29 août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1 ^{er} , 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (Mon. 2 octobre 1985)	68
18 septembre 1986. – LOI instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Mon. 31 octobre 1986)	68
25 juillet 1989. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune (Mon. 28 juillet 1989)	70

20 février 1990. – LOI relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 13 mars 1990</i>)	72	6 avril 1995. – DÉCRET du Conseil régional wallon instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement en vue de l'exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Gouvernement (<i>Mon. 11 mai 1995</i>)	87
22 décembre 2000 (II). – ARRÊTÉ ROYAL fixant les dispositions relatives à l'affectation au cadre organique des agents occupant un emploi du cadre organique de complément (<i>Mon. 9 janvier 2001</i>)	73	10 avril 1995. – LOI relative à la redistribution du travail dans le secteur public (<i>Mon. 20 avril 1995; Err. Mon. 23 juin 1995</i>)	87
20 juillet 1990. – LOI visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis (<i>Mon. 9 octobre 1990; Err. Mon. 23 novembre 1990</i>)	74	10 avril 1995. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française instaurant le congé politique pour être membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française (<i>Mon. 3 mai 1995</i>)	90
17 février 2000. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis (<i>Mon. 20 avril 2000</i>)	74	10 avril 1995. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un Gouvernement autres que ceux de la Communauté française (<i>Mon. 3 mai 1995</i>)	91
11 février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux (<i>Mon. 21 février 1991</i>)	75	10 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public (<i>Mon. 20 avril 1995</i>)	91
28 février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères (<i>Mon. 22 mars 1991</i>)	75	10 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs services publics fédéraux (<i>Mon. 30 décembre 1995</i>)	93
27 juin 1978. – CONVENTION n° 151 sur les relations de travail dans la fonction publique (<i>Mon. 26 juillet 1991</i>)	77	13 avril 1995. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 30 août 1995</i>)	94
20 juillet 1991. – LOI portant des dispositions sociales et diverses (<i>Mon. 1^{er} août 1991</i>)	78	13 avril 1995. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 30 août 1995</i>)	118
8 août 1991. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'accueil et la formation des agents de l'État (<i>Mon. 29 août 1991</i>)	79	13 avril 1995. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 30 août 1995</i>)	122
18 novembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'intervention de l'État et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel (<i>Mon. 4 décembre 1991</i>)	80	27 avril 1995. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale en vue de l'exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 3 juin 1995</i>)	123
5 mars 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'ancienneté de service des agents des administrations de l'État ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement (<i>Mon. 24 avril 1992</i>)	80	27 avril 1995. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant introduction d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs (<i>Mon. 23 juin 1995</i>)	123
14 octobre 1992. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand fixant la rétribution garantie et l'allocation de foyer et de résidence dans les services de l'Exécutif flamand (<i>Mon. 16 décembre 1992</i>)	81	27 avril 1995. – ORDONNANCE de la Commission communautaire commune instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale en vue de l'exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 3 juin 1995</i>)	124
12 février 1993. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent (<i>Mon. 23 février 1993</i>)	81	27 avril 1995. – DÉCRET de la Commission communautaire française instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française en vue de l'exercice d'un mandat de membre de l'Assemblée ou du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 11 septembre 1996</i>)	124
22 juillet 1993. – LOI portant certaines mesures en matière de fonction publique (<i>Mon. 14 août 1993</i>)	82	10 mai 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des services du Gouvernement absents pour maladie ou infirmité (<i>Mon. 10 août 1996</i>)	124
12 août 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au congé accordé à certains agents des services de l'État mis à la disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique (<i>Mon. 18 septembre 1993</i>)	83	22 juillet 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française (<i>Mon. 29 août 1996; Err. Mon. 20 décembre 1996</i>)	125
6 septembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux attributions des fonctionnaires généraux des ministères (<i>Mon. 2 octobre 1993</i>)	83	22 juillet 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française (<i>Mon. 29 août 1996</i>)	137
25 mai 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand accordant un congé de vacances la mise à la retraite (<i>Mon. 4 juin 1994</i>)	84	20 novembre 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement germanophone relatif au contrôle des absences pour maladie au Ministère de la Communauté germanophone (<i>Mon. 15 février 1997</i>)	141
23 septembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure de constatation de la nullité de plein droit des recrutements (<i>Mon. 6 octobre 1994</i>)	84		
17 novembre 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région (<i>Mon. 6 décembre 1994</i>)	84		
17 janvier 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics (<i>Mon. 24 février 1995</i>)	85		
9 mars 1995. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la protection des membres du personnel contre le harcèlement sexuel sur les lieux de travail dans les administrations et autres services des ministères fédéraux ainsi que dans certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 6 avril 1995</i>)	86		

27 décembre 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone portant organisation du ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents (<i>Mon. 1^{er} février 1997; Err. Mon. 22 août 1997</i>).....	142	22 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent (<i>Mon. 9 janvier 2001</i>).....	197
20 mars 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale déterminant les modalités particulières d'application de redistribution du travail applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 24 mai 1997</i>).....	158	22 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la sélection et la carrière des agents de l'État (<i>Mon. 9 janvier 2001</i>).....	199
20 mai 1997. – LOI portant diverses mesures en matière de fonction publique (<i>Mon. 8 juillet 1997</i>).....	158	13 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL instituant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4 (<i>Mon. 20 mars 2001</i>).....	201
4 juin 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la cession des droits d'auteur des membres du personnel statutaire des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région (<i>Mon. 25 juin 1998</i>).....	159	14 juin 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques (<i>Mon. 13 juillet 2001</i>)...	202
14 juillet 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif au départ anticipé à mi-temps (<i>Mon. 20 août 1998</i>).....	159	11 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la pondération des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux et fixant leur traitement (<i>Mon. 13 juillet 2001</i>).....	204
16 septembre 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française (<i>Mon. 3 octobre 1998</i>).....	159	19 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation (<i>Mon. 28 juillet 2001</i>).....	204
22 septembre 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant une prime d'encouragement à l'interruption de carrière pour les personnels du secteur public flamand et de l'enseignement néerlandophone, dans le cadre des mesures visant à redistribuer le travail (<i>Mon. 30 janvier 1999</i>).....	160	19 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région (<i>Mon. 28 juillet 2001</i>).....	205
19 novembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État (<i>Mon. 28 novembre 1998; Err. Mon. 9 novembre 1999</i>).....	161	30 août 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la naissance et de l'enfance, du Commissariat général aux relations internationales et du service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française (<i>Mon. 25 septembre 2001</i>).....	207
2 mars 1999. – DÉCRET autorisant le Gouvernement flamand à créer une société coopérative à responsabilité en vue de l'accomplissement des missions en matières de recrutement et de sélection du personnel de la fonction publique (<i>Mon. 23 mars 1999</i>).....	175	29 octobre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation (<i>Mon. 31 octobre 2001; Err. Mon. 15 novembre 2001</i>).....	208
4 mars 1999. – ARRÊTÉ du collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 27 mars 1999</i>).....	176	30 décembre 2001. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 31 décembre 2001</i>)...	215
22 mars 1999. – LOI portant diverses mesures en matière de fonction publique (<i>Mon. 30 avril 1999; Err. Mon. 27 août 1999</i>).....	182	7 février 2002. – ARRÊTÉ 2000/600 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale portant réglementation en matière de frais de parcours (<i>Mon. 2 mars 2002</i>).....	215
20 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de certains services publics (<i>Mon. 29 avril 1999</i>).....	183	23 mai 2002. – ARRÊTÉ n° 2000/1295 du Collège de la Commission communautaire française instituant le congé pour raisons politiques ou pour l'exercice d'un mandat politique pour les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 18 juin 2002</i>)	216
26 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'État (<i>Mon. 14 juillet 1999</i>).....	184	10 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une prime Copernic à certains agents des administrations de l'État (<i>Mon. 1^{er} août 2002</i>).....	217
7 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations (<i>Mon. 29 mai 1999</i>).....	185	11 juillet 2002. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique régionale (<i>Mon. 23 juillet 2002</i>).....	218
13 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL organisant le contrôle médical des agents de certains services publics (<i>Mon. 14 juillet 1999</i>).....	191	17 juillet 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française réglant l'intervention des services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel (<i>Mon. 27 août 2002</i>).....	218
7 novembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral (<i>Mon. 18 novembre 2000</i>)	193	2 octobre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation (<i>Mon. 9 octobre 2002</i>).....	219
14 décembre 2000. – LOI fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public (<i>Mon. 5 janvier 2001; Err. Mon. 31 janvier 2001</i>).....	194	28 janvier 2003. – LOI relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail (<i>Mon. 9 avril 2003</i>).....	225
20 décembre 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif à l'indemnité kilométrique allouée aux membres du personnel du Ministère et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté germanophone pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail (<i>Mon. 3 avril 2001</i>).....	196		

10 février 2003. – LOI relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques (<i>Mon. 27 février 2003</i>) . . .	225	16 mars 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certains services publics et à l'indemnisation des dommages aux biens, encourus par eux (<i>Mon. 28 mars 2006</i>).	368
27 mars 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII (<i>Mon. 11 juillet 2003</i>)	226	12 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL organisant l'acquisition par le militaire de la qualité d'agent de l'État par transfert (<i>Mon. 21 juin 2006</i>)	369
11 avril 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'organisation de l'audit interne au Ministère de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 9 mai 2003</i>)	229	22 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au télétravail dans la fonction publique fédérale administrative (<i>Mon. 1^{er} décembre 2006</i>)	371
18 avril 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française portant le Code de déontologie des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 7 juillet 2003</i>)	229	1 ^{er} décembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII (<i>Mon. 25 janvier 2007; Add. Mon. 2 avril 2007</i>)	372
5 juin 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif au pécule de vacances octroyé aux membres du personnel du Ministère de la Communauté germanophone et des organismes paracommunautaires de la Communauté germanophone (<i>Mon. 31 octobre 2003</i>)	232	15 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative (<i>Mon. 19 janvier 2007</i>)	372
17 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone déterminant la position juridique du personnel contractuel du ministère de la Communauté germanophone et de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 31 octobre 2003</i>)	233	28 février 2007. – LOI fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées (<i>Mon. 10 avril 2007</i>)	376
18 décembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel (<i>Mon. 31 décembre 2003</i>)	234	7 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la sélection comparative et l'entrée en service dans la fonction publique administrative fédérale de certains agents statutaires des entreprises publiques autonomes (<i>Mon. 15 mars 2007; Err. Mon. 30 mars 2007</i>)	380
18 décembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant le Code de la fonction publique wallonne (<i>Mon. 31 décembre 2003</i>)	238	3 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence au lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'État et certains organismes publics fédéraux (<i>Mon. 21 mai 2007</i>)	381
17 mars 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII (<i>Mon. 2 juillet 2004</i>)	287	13 juillet 2007. – DÉCRET du Parlement flamand portant promotion d'une participation plus équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes d'avis et d'administration de l'autorité flamande (<i>Mon. 6 août 2007</i>)	382
1 ^{er} avril 2004. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois dans les services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et dans les centres publics d'aide sociale et les associations locales qu'ils créent ainsi que leur association faitière (<i>Mon. 23 avril 2004</i>)	289	17 août 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au système de contrôle interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral (<i>Mon. 18 octobre 2007</i>)	382
2 juin 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif aux congés et aux absences des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII (<i>Mon. 7 septembre 2004</i>)	289	17 août 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral (<i>Mon. 18 octobre 2007</i>) . . .	383
22 septembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant création des cellules de développement durable au sein des services publics fédéraux, des services publics fédéraux de programmation et du Ministère de la Défense (<i>Mon. 6 octobre 2004</i>)	297	17 août 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant création du comité d'audit de l'administration fédérale (C.A.A.F.) (<i>Mon. 18 octobre 2007</i>)	386
25 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics (<i>Mon. 6 octobre 2005</i>) . .	298	5 juin 2008. – ARRÊTÉ du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 18 septembre 2008; Err. Mon. 14 octobre 2008</i>)	389
8 juillet 2005. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel d'un service public fédéral (<i>Mon. 20 juillet 2005</i>)	299	5 juin 2008. – ARRÊTÉ du collège réuni de la commission communautaire commune fixant la situation administrative et les droits individuels pécuniaires des membres du personnel contractuels des services du collège réuni de la commission communautaire commune de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 18 septembre 2008</i>)	413
16 juillet 2005. – LOI instituant le transfert de certains militaires vers un employeur public (<i>Mon. 10 août 2005</i>)	299	5 juin 2008. – ACCORD de coopération entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale et le collège réuni de la commission communautaire commune de Bruxelles-capitale, concernant la constitution d'une commission de recours en matière de fonction publique commune et de chambres de recours communes au Ministère de la Région de Bruxelles-capitale et aux services du collège réuni de la commission communautaire commune de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 18 septembre 2008</i>)	414
6 octobre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant diverses mesures en matière de sélection comparative de recrutement et en matière de stage (<i>Mon. 25 octobre 2005</i>)	300	4 septembre 2008. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise (<i>Mon. 16 septembre 2008</i>)	415
13 janvier 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant le statut du personnel des services des autorités flamandes (<i>Mon. 27 mars 2006</i>) . . .	301	2 octobre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des services du Gouvernement wallon (<i>Mon. 25 novembre 2008</i>)	417

28 novembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public (<i>Mon. 3 décembre 2008</i>)	418	1 ^{er} mars 2012. – ARRÊTÉ 2011/90 du collège de la Commission communautaire française rendant applicable aux membres du personnel contractuel des services du Collège de la Commission communautaire française certains congés prévus par l'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 14 mai 2012</i>)	439
5 décembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, à l'exception du commissariat général aux relations internationales (<i>Mon. 6 février 2009</i>)	418	1 ^{er} mars 2012. – ARRÊTÉ 2010/1367 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les services du Collège de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 3, de l'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 14 mai 2012</i>)	439
27 mars 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne (<i>Mon. 22 avril 2009</i>)	419	15 mars 2012. – DÉCRET du Parlement wallon élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la Fonction publique de la Région wallonne (<i>Mon. 23 mars 2012</i>)	440
4 mars 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII (<i>Mon. 22 avril 2010</i>)	420	19 avril 2012. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la Fonction publique de la Communauté française (<i>Mon. 21 juin 2012</i>)	440
27 mai 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon accordant une allocation aux agents qui prêtent leur concours à la formation du personnel (<i>Mon. 11 juin 2010</i>)	423	3 mai 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au télétravail (<i>Mon. 23 mai 2012</i>)	440
13 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative (<i>Mon. 22 juin 2010</i>)	423	19 juillet 2012. – LOI relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public (<i>Mon. 6 août 2012</i>)	441
13 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL accordant des allocations pour bilinguisme aux membres du personnel de la fonction publique administrative fédérale (<i>Mon. 22 juin 2010</i>)	423	19 juillet 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII (<i>Mon. 12 septembre 2012</i>)	443
23 juin 2010. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Région de Bruxelles-capitale) fixant les règles relatives au contrôle médical applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 3 juin 2011</i>)	424	11 septembre 2012. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'État (<i>Mon. 24 septembre 2012</i>)	443
1 ^{er} juillet 2010. – ARRÊTÉ 2009/283 du Collège de la Commission communautaire française fixant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 13 septembre 2010</i>)	425	20 septembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public (<i>Mon. 25 septembre 2012</i>)	444
1 ^{er} juillet 2010. – ARRÊTÉ 2009/135 du Collège de la Commission communautaire française relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 13 septembre 2010</i>)	426	20 septembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne (<i>Mon. 6 février 2013; Add. Mon. 28 mars 2013</i>)	445
24 février 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certaines institutions publiques de la Région de Bruxelles-capitale et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux (<i>Mon. 18 mars 2011</i>)	426	20 septembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII (<i>Mon. 14 février 2013; Add. Mon. 25 février 2013; Add. Mon. 10 juin 2013</i>)	446
3 mars 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise (<i>Mon. 15 mars 2011</i>)	428	11 février 2013. – ARRÊTÉ ROYAL octroyant une allocation aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative qui effectuent certaines prestations (<i>Mon. 15 février 2013</i>)	452
7 avril 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au télétravail (<i>Mon. 9 mai 2011</i>)	429	30 août 2013. – LOI instituant la carrière militaire à durée limitée (<i>Mon. 4 octobre 2013</i>)	453
20 mai 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant la mobilité externe du personnel entre certaines autorités locales et provinciales et entre certaines autorités locales et provinciales et les services de l'Autorité flamande, et portant quelques mesures visant à soutenir la mobilité du personnel entre les autorités locales et provinciales ayant la même zone d'action (<i>Mon. 14 juillet 2011</i>)	431	15 septembre 2013. – LOI relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel (<i>Mon. 4 octobre 2013</i>)	454
6 octobre 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif au télétravail (<i>Mon. 9 novembre 2011</i>)	432	24 septembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'évaluation dans la Fonction publique fédérale (<i>Mon. 4 octobre 2013; Err. Mon. 29 octobre 2013</i>)	457
10 novembre 2011. – ACCORD de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne (<i>Mon. 2 février 2012</i>)	434	10 octobre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant règlement de l'examen d'aptitude à l'encadrement visé à l'article 53 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne (<i>Mon. 31 octobre 2013</i>)	462

14 octobre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mobilité externe des militaires (<i>Mon. 31 octobre 2013</i>)	463	19 décembre 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les règles relatives à la politique générale du personnel et la politique spécifique du personnel dans les services des autorités flamandes et des organismes publics flamands (<i>Mon. 28 janvier 2015</i>)	517
25 octobre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la Fonction publique fédérale (<i>Mon. 14 novembre 2013</i>)	464	23 juillet 2015. – ACCORD de coopération relatif à la gratuité des détachements dans les cabinets ministériels entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française (<i>Mon. 1^{er} décembre 2015</i>)	518
22 novembre 2013. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la bonne gouvernance au sein du secteur public flamand (<i>Mon. 9 janvier 2014</i>)	469	13 janvier 2016. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL établissant le règlement d'ordre intérieur commun des commissions de recours en matière d'évaluation (<i>Mon. 21 janvier 2016</i>)	518
30 janvier 2014. – ACCORD de coopération entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique (<i>Mon. 2 octobre 2014</i>)	470	24 mars 2016. – ARRÊTÉ du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant des dispositions particulières relatives à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public fédéraux transférés aux services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 21 avril 2016</i>)	519
6 février 2014. – ACCORD remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne (<i>Mon. 26 février 2014</i>)	472	24 mars 2016. – ARRÊTÉ du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant des dispositions particulières relatives au statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires ou stagiaires des services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public fédéraux transférés aux services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 21 avril 2016</i>)	520
27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs (<i>Mon. 16 avril 2014</i>)	473	4 mai 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant création du Service fédéral d'audit interne (<i>Mon. 12 mai 2016</i>)	521
27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (<i>Mon. 16 avril 2014</i>)	474	23 juin 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens (<i>Mon. 6 juillet 2016</i>)	523
27 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 22 mai 2014</i>)	474		
27 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 22 mai 2014</i>)	477	PARTIE II - ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC	
27 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale (<i>Mon. 5 juin 2014</i>)	478	16 mars 1954. – LOI relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 24 mars 1954</i>)	526
3 avril 2014. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs (<i>Mon. 18 juin 2014</i>)	511	25 avril 1963. – LOI sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (<i>Mon. 25 juillet 1963</i>)	532
15 avril 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII (<i>Mon. 2 juin 2014</i>)	511	8 janvier 1973. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 23 février 1973</i>)	535
12 juin 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant règlement de l'épreuve de fonction visée à l'article 114 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne (<i>Mon. 14 juillet 2014</i>)	513	25 novembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 30 novembre 1993</i>)	542
19 juin 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs (<i>Mon. 29 juillet 2014</i>)	514	8 janvier 1973. – ARRÊTÉ ROYAL portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 23 février 1973</i>)	542
19 juin 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (<i>Mon. 30 juillet 2014</i>)	515	30 novembre 1988. – DÉCRET du Conseil flamand instituant le congé politique pour les membres de personnel des organismes publics et des associations de droit public qui relèvent de la Communauté flamande (<i>Mon. 24 décembre 1988</i>)	544
9 octobre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3, § 2 de la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel (<i>Mon. 12 novembre 2014</i>)	515	30 novembre 1988. – DÉCRET du Conseil flamand instituant le congé politique pour les membres du personnel des organismes publics et des associations de droit public qui relèvent de la Région flamande (<i>Mon. 24 décembre 1988</i>)	545
		21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (<i>Mon. 27 mars 1991</i>)	546
		24 juillet 2008. – LOI portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 7 août 2008</i>)	560
		9 juillet 1992. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative au personnel de certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 31 juillet 1992</i>)	561

15 septembre 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant le statut du personnel de certains organismes publics flamands (<i>Mon. 19 novembre 1993</i>)	562	10 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (<i>Mon. 18 juin 2002</i>)	615
15 septembre 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant le statut pécuniaire du personnel de certains organismes publics flamands (<i>Mon. 19 novembre 1993</i>)	563	25 octobre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française (<i>Mon. 29 novembre 2002</i>)	619
20 octobre 1994. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française (<i>Mon. 18 novembre 1994</i>)	563	13 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au statut des fonctions de management d'administrateur général et d'administrateur général adjoint des institutions publiques de sécurité sociale (<i>Mon. 14 mars 2003</i>)	620
20 octobre 1994. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française (<i>Mon. 18 novembre 1994</i>)	578	20 mars 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à la Charte de l'administrateur public et aux indemnités octroyées aux administrateurs publics et aux administrateurs de droit d'un organisme public relevant de la Communauté française (<i>Mon. 20 juin 2003</i>)	620
20 octobre 1994. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française (<i>Mon. 18 novembre 1994</i>)	581	17 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant les modalités selon lesquelles les agents qui relèvent d'une institution visée à l'article 31 du statut des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-capitale peuvent recevoir un mandat de directeur général ou de directeur général adjoint dans lesdits organismes (<i>Mon. 7 octobre 2003</i>)	622
20 octobre 1994. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieur dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française (<i>Mon. 18 novembre 1994</i>)	585	18 juillet 2003. – DÉCRET du Parlement flamand - Décret cadre politique administrative (<i>Mon. 22 août 2003</i>)	622
20 octobre 1994. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française organisant l'octroi de titres-repas au personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française (<i>Mon. 18 novembre 1994</i>)	586	24 octobre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au statut des fonctions de management d'administrateur général et d'administrateur général adjoint des institutions publiques de sécurité sociale (<i>Mon. 10 novembre 2003</i>)	626
9 mai 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant la situation administrative et pécuniaire des contractuels des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale (<i>Mon. 24 juin 1995</i>)	586	30 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation, à l'exercice et à la pondération des fonctions de management ainsi qu'à la désignation et à l'exercice de fonctions d'encadrement et de fonctions de direction dans les institutions publiques de sécurité sociale (<i>Mon. 16 décembre 2003</i>)	627
12 septembre 1996. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'interruption de carrière à temps plein dans les organismes d'intérêt public dépendant de la Commission communautaire française (<i>Mon. 22 octobre 1996</i>)	587	12 février 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au statut de l'administrateur public (<i>Mon. 22 mars 2004</i>)	634
20 novembre 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif au contrôle des absences pour maladie dans les organismes d'intérêt public de la Communauté germanophone (<i>Mon. 15 février 1997</i>)	587	12 février 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information (<i>Mon. 22 mars 2004</i>)	637
13 janvier 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la composition et au fonctionnement de la commission entreprises publiques (<i>Mon. 8 février 1977</i>)	587	12 février 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (<i>Mon. 23 mars 2004</i>)	638
3 avril 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pension (<i>Mon. 30 avril 1997</i>)	588	12 février 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (<i>Mon. 23 mars 2004</i>)	639
22 janvier 1998. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne (<i>Mon. 4 février 1998</i>)	592	17 mars 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public (<i>Mon. 13 avril 2005</i>)	642
22 février 1998. – LOI portant des dispositions sociales (<i>Mon. 3 mars 1998</i>)	593	16 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public (<i>Mon. 24 novembre 2006</i>)	643
30 juin 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant le statut du personnel de certains organismes publics flamands (<i>Mon. 26 septembre 2000</i>)	593	4 septembre 2008. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise (<i>Mon. 19 septembre 2008</i>)	649
7 juillet 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'octroi d'un congé préalable à la mise à la retraite pour les agents de certains organismes publics flamands (<i>Mon. 21 octobre 2000</i>)	612	30 avril 2009. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative au contrôle parlementaire des organismes régionaux (<i>Mon. 14 mai 2009</i>)	649
7 juin 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone portant organisation des organismes d'intérêt public de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire de leurs agents (<i>Mon. 9 août 2001</i>)	612	19 juillet 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise (<i>Mon. 2 octobre 2012</i>)	649
24 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale (<i>Mon. 12 février 2002</i>)	615		

19 décembre 2012. – LOI relative à la rémunération des membres du personnel et des mandataires des organismes d'intérêt public, des entreprises publiques autonomes et des personnes morales sur lesquelles l'État exerce directement ou indirectement une influence dominante, en tant que personne physique (<i>Mon. 28 janvier 2013</i>)		
13 mars 2014. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique (<i>Mon. 10 juin 2014</i>)	650	
20 mars 2014. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique (<i>Mon. 20 mai 2014</i>)	650	
		27 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 22 mai 2014</i>)
		27 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale (<i>Mon. 5 juin 2014</i>)
		24 avril 2014. – DÉCRET (de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale) relatif à la gouvernance et à la transparence dans l'exécution des mandats publics (<i>Mon. 19 janvier 2015</i>)
		30 octobre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant la délégation de compétences de décision aux chefs des départements et des agences autonomisées internes (<i>Mon. 24 novembre 2015</i>)